

Sous-commission paritaire de
l'industrie du béton

Convention collective de travail du 14/12/2021

**PROMOTION DE L'EMPLOI POUR LES DEMANDEURS
D'EMPLOI ISSUS DE GROUPES A RISQUE**

Article 1 – Champ d'application

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton (SCP 106.02).

Par "ouvriers", on entend : les ouvriers et les ouvrières.

Article 2 – Objet

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'A.R. du 19 février 2013 (M.B. du 8 avril 2013) portant exécution de l'article 189, alinéa 4, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I).

Article 3 – Engagement

Les employeurs du secteur s'engagent à fournir au cours des années 2021 et 2022 des efforts particuliers de promotion d'initiatives pour l'emploi de groupes à risque et à procéder à l'embauche de demandeurs d'emploi issus de groupes à risque.

Le secteur s'engage à embaucher chaque année au moins 10 demandeurs d'emplois issus de groupes à risque, dont au moins 3 issus des groupes à risque visés à l'article 4, alinéas 1° à 4° de la présente convention collective de travail et au moins 3 issus des groupes à risque visés à l'article 4, alinéas 5° et 6° de la présente convention collective de travail.

Ce nombre de 10 demandeurs d'emplois est l'équivalent de 0,20 pourcent de l'effectif total des ouvriers du secteur qui atteint environ 5.200 ouvriers. Le secteur fournit ainsi un effort représentant au moins 0,20 pourcent de la massesalariale soumise à la l'Office National Sécurité Sociale.

Article 4 – Notion

On entend par « groupes à risque » :

1° les travailleurs âgés d’au moins 50 ans qui travaillent dans le secteur ;

2° les travailleurs âgés d’au moins 40 ans qui travaillent dans le secteur et qui sont menacés de licenciement (préavis en cours, entreprise en difficultés ou en restructuration ou licenciement collectif) ;

3° les demandeurs d’emploi de longue durée, les chômeurs indemnisés, les demandeurs d’emploi peu ou très peu qualifiés, les personnes qui réintègrent le marché du travail après une interruption d’au moins une année, les personnes ayant droit à l’intégration sociale ou à une aide sociale, les travailleurs en possession d’une carte de réductions restructurations, les demandeurs d’emploi qui ne possèdent pas la nationalité d’un Etat membre de l’Union européenne ou dont au moins un parent ne la possède pas ou dont au moins deux grands-parents ne la possèdent pas ;

4° les personnes avec une aptitude réduite au travail, telles que définies à l’article 1^{er}, alinéa 4°, de l’A.R. du 19 février 2013 portant exécution de l’article 189, alinéa 4, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses ;

5° les jeunes de moins de 26 ans qui suivent une formation en alternance, une formation professionnelle individuelle en entreprise ou un stage de transition ;

6° les personnes visées aux alinéas 3° et 4° qui ont moins de 26 ans.

Article 5 – Evaluation

Le comité de surveillance constitué paritairement, institué au sein de la Sous-commission paritaire de l’industrie du béton, contrôlera, sous la présidence du président de la sous-commission paritaire, le respect des obligations prévues à l’article 3.

Un rapport d’évaluation et un aperçu financier sont déposés chaque année au greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, au plus tard le 1er juillet de l’année suivant l’année à laquelle se rapportent les efforts.

Le comité paritaire de surveillance pourra demander tout renseignement ou pièce justificative complémentaire qu'il jugera nécessaire pour accomplir sa tâche.

Article 6 – Durée de validité

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2022.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Fait à Bruxelles, le 14/12/2021